

Manifestation de Langogne contre la présence du loup le 23 août 2013

Discours de Christophe Gabert, Président de la Fédération des Acteurs Ruraux

Nous sommes tous ici parce que nous voulons changer les choses.

Nous le ferons !

Pour y parvenir, il faut être unis, solidaire et déterminé dans le respect de nos différences.

Solidaire, nous devons l'être avec tous ceux qui sont touchés par le loup notamment ceux qui le sont depuis 20 ans autant qu'avec ceux d'entre nous qui n'ont pas encore été atteints par cette calamité.

Un jour ce sera leur tour.

Ce qui m'a frappé lors d'une récente visite dans les Alpes-Maritimes c'est la détermination des éleveurs malgré la présence incessante des loups qui tout au long de l'année cherche le moment opportun où ils pourront commettre leurs carnages !

Il y a plus de 3 attaques constatées par jour dans ce département. Certains éleveurs ont perdu plus de 1000 bêtes tuées par les loups...

Les moyens dits « de protection » mis en place (Chiens de protection, parc de nuit, gardiennage renforcé, parc de mauvais temps, tir d'effarouchement, tir de défense...) ne marchent pas.

Ils sont mis en place sur 96% des troupeaux attaqués dans les Alpes-Maritimes et plus de 80% sur l'ensemble des Alpes cela ne fonctionne pas.

Le séminaire du CERPAM à Valdeblorre les 3 et 4 juin a mis ce fait en évidence

Le constat est clair, après 20 années d'expériences

Celui qui vous parle aujourd'hui de cohabitation et de mesure de protection est au mieux un ignorant qui ne connaît pas le dossier mais plus sûrement quelqu'un qui se fout de votre gueule !

Arrêtons donc les discussions sans fin dans des réunions inutiles et exigeons sans aucune condition préalable que l'Etat protège nos troupeaux comme le lui impose la loi.

S'il ne le peut pas, qu'il en tire les conséquences comme nos anciens et qu'il élimine la cause c'est-à-dire le prédateur.

Qu'il arrête de faire assumer la responsabilité aux éleveurs et bergers.

Nous constatons dans les Alpes que des quartiers réputés trop dangereux ne sont plus pâturés et on assiste à une fermeture du milieu.

Des éleveurs ne vont plus dans les sous-bois, d'autres sont partis pour la Nièvre, l'Allier... d'autre rentre leur troupeaux tous les soirs en bergerie...

Certains parents décourage leurs enfants de prendre la suite...

Les petits troupeaux ovins complémentaires d'une autre activité disparaissent...

Une telle situation d'abandon signifie une perte de biodiversité et de qualité paysagère que certains ont la prétention de défendre par des paroles et non des actes comme nous le faisons au quotidien.

Retenons bien que les vrais défenseurs et les vrais gestionnaires de l'entretien des paysages indispensables au tourisme et les vrais protecteurs de la biodiversité, c'est nous. Pas les autres.

C'est donc avec nous seul que l'Etat doit dialoguer

Pourquoi le loup est-il protégé ?

Parce que la division Française de l'UICN soutenue par la division européenne de cette même UICN à classé le loup en danger au mépris de la règle international de cette même UICN. Cela s'appelle un mensonge

Parce que l'Europe et surtout la France, incapables de résister au lobbys pro-loup qui les gangrène, prennent se mensonge pour argent comptant et se réfugient derrière la convention de Berne et la Directive Habitat pour protéger le loup. Cela s'appelle une tricherie.

Aujourd'hui il est devenu difficile, tellement il y en a, de compter les organisations qui vive grâce au loup et donc qui vive grâce à notre disparition.

Nous devons réagir.

Nous devons réagir tous ensemble

Nous devons être solidaires

La première des actions solidaires, c'est d'exiger que l'état respecte ses propres lois tel que le Code rural, article L 113-1 et le Code de la Sécurité publique (article L 111-1) et, par la même occasion, nous débarrasser du loup.

La seconde action solidaire, c'est d'exiger le déclassement des grands prédateurs en faisant respecter tout simplement les règles mondiales de l'UICN .

La troisième action solidaire, c'est de refuser de discuter et de s'asseoir à la même table que ces ONG. Cesser de palabrer dans le vide avec ces gens qui sont à la source de nos malheurs depuis 20 ans sans que nous ayons participé aux décisions de base.

La quatrième action solidaire, c'est d'exiger l'arrêt des subventions à ces associations délinquantes qui veulent imposer le loup pour vider les territoires.

La dernière action solidaire c'est de faire de la résistance à cette volonté idéologique de l'écologie profonde de vider les territoires des habitants et de leurs activités traditionnelles

afin d'en faire des sanctuaires du sauvage aux finalités beaucoup moins nobles que la seule écologie.

Faire de la résistance consiste à occuper les territoires, y développer des activités, aider ceux qui sont les plus touchés pour qu'ils restent sur leurs terres c'est-à-dire faire tout le contraire de ce que souhaite ces associations mais aussi certains élus.

C'est ce type de résistance qu'il nous faut mener tous ensemble de Bayonne à Nice en remontant aux Ardennes et en passant par le Massif Central.

Nous devons mener cette résistance commune et solidaire dans le respect de nos différences.

C'est un travail à long terme. Mais c'est à cette condition que nous vaincrons face à cette mafia organisée depuis 30 ans.

Nous devons expliquer à ceux qui nous entourent et qui sont quelquefois content du retour du loup que nous ne sommes que les premières victimes d'un processus qui consiste à vider les montagnes de leurs habitants pour en faire de vastes territoires sauvages.

Nous sommes les premiers parce que nous sommes une proie facile, parce que nous vivons de pâturages extensifs, parce que nous ne sommes pas assez unis parce que nous n'avons pas les moyens financiers nécessaires au lobbying

Expliquons leur que leur tour viendras, que certains luttent déjà contre les permis de construire en zone rurale contre les carrières contre les petites stations de ski contre la chasse...

Si nous voulons montrer notre détermination à résister, notre solidarité à l'égard des collègues qui ont « pété » les plombs, nous avons l'occasion de le faire le 10 octobre à Nice ou avant en signant la pétition pour soutenir Didier Trigance qui s'est rebellé face à des agents provocateurs du Parc national.

Retenons deux mots : Solidarité et Résistance.

Christophe Gabert, Président de la FAR

UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature